

Après le 1er décembre, élargir la bataille pour la justice fiscale et sociale

Category: Économie

écrit par Pacco | 3 décembre 2013

Alors que les consultations entre le Premier ministre et les organisations syndicales, patronales, les groupes parlementaires s'enchaînent, François Hollande et le gouvernement ont – peut-être – l'impression de maîtriser à nouveau la situation et le calendrier politique en réamorçant un semblant de « dialogue social »... Mais il est probable que la formule de la « remise à plat fiscale » n'aille pas beaucoup plus loin que le « choc de simplification » dont tout le monde a oublié l'existence et que les fondamentaux de la politique du gouvernement restent inchangés : austérité et réduction des dépenses publiques au détriment des classes populaires (1).

Mais la situation actuelle n'est probablement qu'une fragile accalmie avant la prochaine secousse. Ce que ces dernières semaines ont montré, c'est qu'une colère sourde travaille le pays, le sentiment croissant que la politique mise en œuvre mène à une impasse et que la situation ne cesse d'être plus difficile pour une majorité des salariés. Le conseiller social de François Hollande va même jusqu'à souligner, dans les colonnes du Figaro du 3 décembre 2013, le risque d'une « explosion sociale » en ajoutant « En 1968, on sentait qu'il y avait un malaise. Mais le déferlement de mai a surpris tout le monde. Aujourd'hui, nous ne sommes pas à l'abri d'un tel scénario. » On est loin de « l'apaisement » annoncé par François Hollande pendant sa campagne...

De ce point de vue, le débat entretenu par François Hollande sur l'hypothèse de la possibilité d'un commencement d'inversion de la courbe du chômage, alors que l'année 2013

cumule un nombre record de plans sociaux par rapport aux précédentes années de crise, constitue un vaste enfumage médiatique. C'est à l'opposé de ce que vivent des centaines de milliers de familles qui sont touchées par les destructions d'emplois, les fins de contrat pour les salariés en CDD et en intérim...

La colère sociale qui secoue la Bretagne montre comment toute une région peut entrer en ébullition. Mais elle met également à jour la stratégie d'une partie du patronat, de la droite et de l'extrême droite, qui sont prêts à tout pour dévoyer la colère populaire et la contestation de la politique du gouvernement sur des bases réactionnaires qui desservent les salariés.

L'enjeu crucial pour les forces de gauche et écologistes qui refusent l'austérité est d'être capables de concrétiser une alternative de rupture à la politique du gouvernement. Le succès de la marche du 1er décembre, qui a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants pour une véritable révolution fiscale est un point de départ encourageant pour réimposer les exigences d'égalité sociale et de justice fiscale sur le devant de la scène. C'est l'enjeu de la bataille immédiate des prochaines semaines contre la hausse de la TVA qui doit prendre effet au 1er janvier et qui va toucher massivement les classes populaires qui sont déjà à bout. Contrairement à ce que croit Harlem Désir, qui accuse le Front de Gauche de « poujadisme », la bataille contre le refus des impôts injustes est incontournable pour reconstruire une égalité réelle entre les citoyens. Mais cela est sans doute bien loin des préoccupations du 1er secrétaire du Parti socialiste...

C'est un large front des organisations sociales, des forces du mouvement social des forces de gauche et écologistes qu'il faut construire pour permettre à une véritable dynamique populaire et unitaire de se déployer. Cette bataille doit se prolonger dans l'élaboration de propositions immédiates qui concrétisent ce que serait la « révolution fiscale » qui est aujourd'hui nécessaire. Face au patronat et à la droite qui

rejetent l'impôt pour justifier les inégalités entre les riches et les pauvres, il y a une bataille de fond, sur la durée pour redonner une légitimité à l'idée de la redistribution des richesses. C'est une des tâches du Front de Gauche et de toutes les forces qui veulent aujourd'hui construire une alternative aux politiques d'austérité et au social libéralisme.

François Calaret

1. lire la tribune « Rétablissons la progressivité de l'impôt » parue dans le quotidien Le Monde du 2 décembre